

28.12.2006 - 09:00 Uhr

Discours Suisse - La paix religieuse en Suisse: Entre rejet et coexistence harmonieuse avec les musulmans

Berne (ats/ots) -

Ce qui est étranger suscite des craintes tout en promettant un enrichissement. Les Suisses balancent entre rejet et coexistence harmonieuse avec les communautés musulmanes: la plupart aiment le kebab mais les minarets restent en travers de certaines gorges.

La mosquée de Genève et celle de Zurich ont depuis quelques années déjà leur tour d'appel à la prière, des tours d'ailleurs silencieuses. De nouveaux projets de minarets sont nés à Wil (SG), Langenthal (BE) et Wangen près d'Olten (SO). Les communautés musulmanes veulent quitter les garages, caves et bâtiments industriels où elles ont prié jusqu'ici.

Résistance alémanique

La résistance n'a pas tardé à se manifester. "C'est la paix sociale qui est en jeu", argumente l'UDC bernois Thomas Fuchs. Il est convaincu que les minarets marquent la volonté d'islamiser la société. Selon lui, les musulmans n'en ont pas besoin pour prier. Autoriser leur construction risque de susciter une vague de fondamentalisme religieux.

Pour empêcher un tel danger, il faut plutôt une meilleure intégration, rétorque Ismail Amin, président de l'Association des organisations islamiques de Zurich (VIOZ). Selon lui, les 350'000 musulmans vivant en Suisse doivent pouvoir exercer leur religion de manière digne. Il serait faux de voir dans les minarets une expression de puissance.

Pour un islam adapté

Les musulmans travaillent et paient des impôts comme les autres, remarque le sociologue bernois Farhad Afshar, vice-président de la Coordination des organisations islamiques de Suisse. Pour lui, l'islam doit quitter sa marginalité sociale, et chercher le dialogue avec les autres religions et la société.

M. Afshar plaide pour un islam adapté à la réalité locale, avec des imams formés sur place plutôt qu'"importés". Et de proposer la création d'une faculté de théologie musulmane.

L'exemple réussi du Tessin

L'imam tessinois Samir Jelassi abonde en son sens. Il souhaite des religieux formés en Europe et un enseignement non-radical imprégné de tolérance et de respect. Et il donne comme exemple la cohabitation harmonieuse des Tessinois avec les 6000 musulmans du canton. Même les sceptiques reconnaissent que leur intégration est une réussite.

Seules la Lega et l'UDC jouent les trouble-fêtes, et se saisissent de l'islam comme argument électoral en vue des élections cantonales

d'avril prochain. Trois députés ont ainsi déposé une initiative parlementaire demandant une interdiction des minarets au Tessin, alors même qu'aucun projet n'existe.

Le succès du modèle d'intégration tessinois repose sur le dialogue, soulignent de nombreuses voix. L'évêque Pier Giacomo Grampa discute aussi bien avec les juifs que les musulmans. Et ceux-ci se montrent modestes dans leurs revendications, mais ont néanmoins obtenu il y a quatre ans leur propre cimetière.

Les Romands redécouvrent la laïcité

La Suisse romande a connu une autre polémique. Le gouvernement genevois voulait permettre la création de cimetières privés et de carrés confessionnels à l'intérieur des cimetières publics. Mais le projet de loi a déclenché les passions et la fureur des défenseurs de la laïcité.

"C'est justement parce que les circonstances évoluent qu'il faut défendre la laïcité", explique Jean-Jacques Bise, vice-président de l'Association suisse pour la laïcité. Celle-ci menace de saisir avec le PRD le référendum à Genève contre le projet de loi sur les cimetières.

Selon M. Bise, les revendications de communautés religieuses mettent en danger les valeurs démocratiques comme la liberté et l'égalité. La religion est une affaire privée et doit être bannie de l'espace public, juge-t-il.

Une position que partage l'Association suisse des musulmans pour la laïcité (ASML), dit son président Henri-Maxime Khedoud. L'ASML veut encourager l'intégration civile des musulmans vivant en Suisse. Et appelle à renoncer à des revendications ou expressions religieuses exagérées, qu'il s'agisse de minarets, de cimetières ou du port du foulard à l'école.

NOTES: - Ce texte paraît dans le cadre du projet Discours Suisse, qui vise à promouvoir la compréhension entre les communautés linguistiques. Le projet est réalisé par le Forum Helveticum, le Netzwerk Müllerhaus et l'ATS. Les textes originaux des différentes régions se trouveront dès le 28 décembre sur le site www.discours-suisse.ch. L'adresse E-Mail est info@discours-suisse.ch.

- Suivent trois encadrés.

Contact:

Discours Suisse
c/o FORUM HELVETICUM
Case postale
5600 Lenzbourg 1
Tél.: +41/62/888'01'25
Fax: +41/62/888'01'01
E-Mail: info@forum-helveticum.ch